

Conférences inaugurales

The Birth of a Salesman (or Venture Capitalist): What Inclusive Capitalism Tells Us About the Changing Face of Development

by **Catherine Dolan** (SOAS – University of London)

Abstract: Since the World Summit on Sustainable Development declared corporate social responsibility (CSR) a panacea to underdevelopment in 2002, there has been a proliferation of ethical initiatives under the banner of responsible business. Drawing a constellation of actors, interests, and agendas into diverse forms of corporate ethicising around the world, business, and corporations in particular, now present themselves as ethical guarantors, capable of heading off all manner of social and political challenges while aligning the terms of development to their interests. Over the past decade, however, business has moved beyond deploying CSR as a defensive posture, allying themselves with contemporary development approaches of pro-poor and inclusive growth and drawing the un/under-employed into new models of finance, consumption, and entrepreneurship. This turn toward inclusion marks a pronounced shift in development orthodoxy, away from an era of Washington Consensus macro-economic interventions to a new post-millennial paradigm of inclusive growth, in which neoliberal models of growth-centred development have been reconceptualised to incorporate concerns about sustainability, human development, and inclusion. Inclusion is now embedded in a range of development/private sector approaches (e.g., ‘inclusive markets’, ‘inclusive economies’, ‘inclusive business’, ‘inclusive development’, ‘inclusive cities’ and ‘financial inclusion’), supplanting the 20th century emphasis on production with post-millennial ambitions of entrepreneurialism, innovation, and enterprise.

In this talk I trace the shapeshifting of the CSR-development nexus, exploring how it has come to pin the future of work and economic life to an ideal of financial and entrepreneurial inclusion. I examine what is created, mystified, and foreclosed in this latest incarnation of ‘capitalism qua development’, in which the discourses and practices of market inclusion promise new possibilities for an ‘enterprising’ citizenry in the Global South. Departing from economic interpretations of inclusion as a proxy for material accumulation and prosperity, I trace how economic inclusion unfolds ethnographically: seeding new norms, values, and assumptive logics; reconfiguring established social relations and regimes of relatedness; and spawning new spaces of possibility or ‘adverse incorporation’.

Retour sur le débat autour de « l’aristocratie du travail ». Réflexions à partir du syndicalisme enseignant au Burkina Faso

Par **Alexis Roy** (CNRS, Institut des Mondes Africains)

Résumé : Le 8 janvier 2024, Ibrahim Traoré, actuel chef d’État du Burkina Faso, s’adresse longuement au personnel attaché à la présidence, et consacre une large partie de son discours à une critique frontale de l’administration et des fonctionnaires, dénonçant pêle-mêle leur corruption et leur absentéisme. Les médias et les réseaux sociaux relaient ses propos les plus tonitruants : s’en prenant aux fonctionnaires « paresseux », il promet que la fonction publique ne sera plus pour eux « une assurance vie ». Ces propos s’inscrivent dans une offensive plus large des autorités et des soutiens du régime à la fois contre les fonctionnaires, les salariés, les

syndicalistes et les intellectuels, tous peu ou prou considérés comme faisant partie des élites économiques et sociales. En cette période révolutionnaire, ces catégories sont opposées au peuple et au paysan, figure du travailleur authentique.

Cette hostilité renvoie à celle déjà exprimée dans une période passée, sous le régime de Thomas Sankara (1983-1987), et à bien d'autres encore à travers l'histoire du continent africain. Plus largement, elle fait écho aux écrits de grands penseurs des révolutions africaines (Frantz Fanon, Amilcar Cabral), et aux débats sur la place du salariat dans les stratifications sociales et économiques en Afrique. En sciences sociales, dans les années 1960-70, les travaux sur les classes sociales étaient particulièrement nombreux, et une partie d'entre eux ont abondamment polémique autour de tentatives de définition de la notion de « *labour aristocracy* » (« aristocratie ouvrière » ou « aristocratie du travail »), catégorie qui réunissait les salariés et les fonctionnaires.

Dans le cadre de cette conférence, nous nous interrogerons sur la rémanence de ces débats à partir de nos recherches sur le syndicalisme dans le secteur de l'éducation au Burkina Faso. En écho au titre d'un article de Kabeya-Muase sur le syndicalisme sous le régime de Sankara, nous nous demanderons pourquoi des pouvoirs se disant « révolutionnaire » s'opposent aux syndicats, et nous verrons comment leur répression s'est matérialisée. Nous présenterons les éléments qui expliquent comment se cimente le corps enseignant, et les rapports équivoques qu'il entretient avec le reste de la fonction publique. Toujours à partir du cas des enseignants, nous exposerons également les difficultés à classer les salariés et les fonctionnaires, catégories moins homogènes que ce qu'en disent leurs pourfendeurs.

Bien conscients des représentations ambivalentes dont ils peuvent faire l'objet, les syndicats de l'éducation, qui ont récemment mené une lutte au long cours pour obtenir un « statut valorisant », se sont montrés soucieux de l'opinion publique, évitant de limiter le débat à la question des rémunérations. L'ambition de conjuguer intérêts particuliers et intérêt général reflète l'ambiguïté du positionnement de cette profession et de ses syndicats, qui tour à tour confortent et rejettent leur appartenance à l'aristocratie du travail. Cette ambiguïté interroge aussi les limites de cette catégorisation et encourage son dépassement, dans une approche qui articule notamment conditions de travail, rémunérations, identités professionnelles et représentations d'une et sur une profession. Plus généralement, ce cas invite à rediscuter de la place du salariat public dans un pays pauvre à l'ère néolibérale.